

DISCUSSIONS SUR LES THÈMES 3, 4 ET 5

THEME 3 : UTILISATEURS ET UTILISATION

QUELQUES RÉACTIONS SUR LE RAPPORT DE J. VARLET

E.-P. Désiré

- À propos des utilisateurs des atlas régionaux : Il est important de différencier fondamentalement les «acheteurs» des «bénéficiaires» des atlas régionaux. Les premiers sont des «actifs» ; ils ont fait la démarche d'acquisition (rencontre de l'atlas, demande d'achat, paiement) ce qui implique un fort intérêt (culturel ou professionnel) pour l'ouvrage et l'espoir de tirer bénéfice de son usage.

Les seconds sont des «passifs» essentiellement des élus et des responsables des services régionaux voire départementaux. Ils reçoivent l'ouvrage sans l'avoir demandé. On ignore donc s'il représente pour eux un réel besoin. Notre expérience nous a fait rencontrer des cas amusants : atlas trônant comme objet d'exposition, de décor dans le bureau du «grand patron»... mais sans doute jamais utilisé pour un travail concret sur la région ; atlas ayant quitté la région avec le responsable du service auquel il avait été attribué, celui-ci le considérant sans doute comme un souvenir de son passage en Picardie !

Toutefois, il ne fut pas rare que le «bénéficiaire» d'une livraison gratuite se mue en «acheteur», preuve qu'il trouvait un grand intérêt à l'ouvrage.

À propos des utilisations «réelles» :

Je serai moins sévère que J. Varlet. Nous avons, en Picardie, bien sûr cherché à évaluer cet usage ; Nous avons réalisé une enquête auprès des destinataires à titre gracieux comme payant. Nous avons pris acte des lettres reçues spontanément et des déclarations prononcées lors de réunions de travail interservices. Nous avons aussi aimé pratiquer un test lorsque nous rendions visite à des services ou responsables qui avaient été destinataires : nous demandions à consulter l'atlas ; la rapidité à nous le montrer (ou l'impossibilité !), puis l'état de l'atlas et de ses planches, nous indiquait assez facilement son degré d'utilisation, nos interlocuteurs comprenant parfois mal notre satisfaction à la vue d'un atlas «désossé» et aux planches «fatiguées», signe d'un usage intensif, et au contraire notre regret devant des atlas quasi-neufs et dans lequel on avait même omis de réinsérer les mises à jour les plus récentes.

Tout cela nous a montré que l'atlas «servait», et plus qu'on voulait bien le dire,... jusque dans des lieux imprévus (tel le greffe du tribunal de grande instance !). Encore ne parle-t-on pas ici des établissements scolaires et universitaires.

Sous-utilisation sans doute, eu égard à la mine d'informations qu'ils contiennent, mais une utilisation qui n'a pas été négligeable quoique très difficile à quantifier.

À propos des difficultés d'utilisation :

Notre expérience a révélé deux difficultés. Le premier reproche portait sur la taille de l'atlas, trop grand et trop lourd pour certains usages (ainsi en classes de collèges ou de lycée). Le second retenait la difficulté à lire et comprendre le contenu de certaines cartes jugées «trop compliquées». On se heurtait là à un problème toujours d'actualité : l'absence de formation à la lecture de tels documents de la plupart des utilisateurs potentiels (qui ne sont pas des géographes et encore moins des cartographes) ; nous avons constaté un quasi-refus des cartes complexes et un attrait pour les cartographies simples, monothématiques, avec un minimum de classes...

LES EXEMPLES DE MIDI-PYRÉNÉES ET DE PICARDIE

R. Marconis

- Première réflexion : La diffusion inégale renvoie à un double problème : est-ce l'atlas qui est en cause, ou la concurrence sur le marché ?

On a le sentiment que dans la zone où il y a absence totale de production, il manque l'image de la réalité régionale, et que les premiers ouvrages qui arriveraient se vendraient tous ; les éditeurs d'encyclopédies régionales assurent que dans les régions dépourvues d'ouvrages traitant de l'histoire et de la géographie le marché est extraordinaire, alors qu'ailleurs on se heurte à une concurrence multiple. Donc pour un atlas qui se vend plus ou moins bien, est-ce une demande inégale ou la concurrence d'autres ouvrages par rapport à l'atlas qui est en cause ?

Seconde remarque. A propos du public scolaire. Nous avons eu un problème semblable à celui que vous avez évoqué. Il s'agit d'un atlas scolaire, dans les années 1970, en fascicules départementaux qui reprenaient tous les dix-huit cartes régionales, avec six cartes propres au département concerné.

Grosso-modo le premier tirage a été de 1 500 exemplaires pour chaque fascicule. La diffusion par les Conseils Généraux, qui ont acheté une partie du stock, a été assez bien faite. Par contre la diffusion par les CRDP et les CDDP a été désastreuse («enterrement de première classe»). Il a fallu alors faire du démarchage, et pratiquement tout le stock a été vendu ; il a même fallu retirer certains fascicules justement dans les départements qui étaient privés d'ouvrages les concernant. A l'heure actuelle, chez les collègues des lycées et collèges, qui sont assaillis de publications de fascicules départementaux, se pose la question de l'utilisation

collective. Un ou deux exemplaires de ces ouvrages stockés dans le centre de documentation sont mal utilisés, aussi cherche-t-on des procédés de piratage en quelque sorte, la photocopie en noir et blanc, éventuellement en couleur, par exemple. En réflexion avec l'INSEE, on peut se demander si le futur atlas scolaire ne devrait pas être publié sur transparent, ce qui permettrait une utilisation collective, et n'empêcherait pas une production parallèle sur papier pour en assurer une meilleure diffusion. Il y a quelques problèmes à explorer sur les plans techniques et financiers, mais il me semble étonnant qu'on ne se soit pas engagé dans cette voie, car il y a une demande qui peut aller dans le sens d'une grande diffusion de l'atlas papier.

Un intervenant s'étonne que les CRDP ne jouent pas leur rôle de diffuseur auprès des enseignants.

C. Granier trouve une excuse pour les CRDP et les CDDP : soumis aux règles de la comptabilité publique (on ne paie un service que lorsqu'il a été rendu) ils ne peuvent souscrire des exemplaires qu'après édition.

Un autre intervenant estime que, le prix d'un grand atlas étant prohibitif, les petits formats devraient être favorisés ; ils permettent, en effet, d'avoir le document sous les yeux, de faire réfléchir sur les mêmes bases, et de diffuser largement l'information.

E.-P. Désiré

- Sur les prolongements des atlas régionaux.

L'atlas de Picardie, ouvrage de type monumental, prolongé par «Picardie-Atlas», ouvrage grand public, a aussi donné lieu à la publication et à la diffusion par le CRDP d'Amiens, de séries de diapositives reproduisant les planches de l'atlas. On en facilitait ainsi l'usage lors de conférences et en classe, dans les établissements scolaires.

FORMER L'UTILISATEUR À L'INTERPRÉTATION DES CARTES : UN SOUCI PREMIER

J.-P. Angrand

- Avons-nous assez réfléchi sur la conception de l'utilité ? Pour qui, pourquoi traçons-nous des cartes ? Pour B. André, les atlas sont moins utiles que les collections de cartes non reliées, orientées sur la recherche des relations, corrélations, interactions entre variables plutôt que sur l'analyse fine et autonomisée de chaque variable».

Il ne peut y avoir interaction atlas-lecteur sans apprentissage de la lecture des cartes. C'est bien ce que nous ont appris, après Roland Barthes (1964, la rhétorique de l'image), Jacques Bertin (1967 dans la Sémologie Graphique), interroger les images, puis Roger Brunet (1984, Espace géographique) inventant les chorèmes pour transcrire les dialectiques spatiales. Malgré ces trois textes fondamentaux, reconnaissons que bien souvent le message iconique n'est pleinement perçu que par son émetteur. A titre d'hypothèse, pour tenter de mieux comprendre la spécificité de la rhétorique des

images graphiques monosémiques, je propose trois pistes :

- Celle de la disproportion entre la complexité factuelle et sa réduction par l'image : la simplification est tellement réductrice que Dieu lui-même n'y reconnaît plus les siens.

- Celle de la synthèse : la géographie n'est-elle pas l'une des dernières sciences sociales à employer encore ce terme, que les philosophes peuvent nous aider à réactualiser. Provisoirement, proposons des substituts moins ambitieux : bilan, par exemple.

- Celle de la linéarité : le discours verbal, écrit ou parlé, doit être transformé par l'expression graphique en une itération. Or, un atlas relié, bloc indéformable, interdit les «boucles» de l'itération.

Question plus difficile : la place des commentaires. Avis très partagés sur leur nécessité, et sur leur nature : commentaire sur le fond, ou seulement sur les techniques de traitement.

Trois questions me paraissent sans réponse satisfaisante :

- L'auteur d'images peut-il offrir des images sans les interpréter ? Concevoir une image, n'est-ce pas avoir déjà une certaine interprétation ? par l'inconscient culturel.

- Qui interprète les images ? Qui est le plus qualifié pour interpréter les images ?

- Comment interprète-t-on les images ?

J. Bertin rappelle l'effort fait pour préciser les définitions et les usages des produits cartographiques :

- complexité du message/simplicité des cartes : pour exprimer la complexité, mieux vaut plusieurs cartes simples ordonnées et réordonnables qu'une seule carte compliquée.

- cartes à lire/cartes à voir : ce qui vient d'être dit à propos des cartes simples revient à distinguer cartes à lire (condamnables parce qu'inutilisables et inefficaces) et cartes à voir (construites sur les principes et les règles de la perception visuelle, et non du raisonnement abstrait et de son expression linguistique).

- public éclairé et public spécialiste : critères de dichotomie.

ET LES SIG ?

E.-P. Désiré

- J. Varlet souligne, à juste titre, leurs potentialités énormes. Il me semble qu'il faut aussi attirer l'attention sur les risques importants qu'ils présentent pour les cartographes professionnels. Les utilisateurs de SIG croient pouvoir se passer des services de ces derniers puisque grâce au SIG ils vont obtenir, vite et facilement, des cartes de tous ordres, aidés en cela par divers logiciels de cartographie automatique. On voit déjà apparaître ainsi des cartes conçues en dépit des règles élémentaires de notre discipline. Pire, c'est peut-être, au vu de tels documents biaisés que des décisions seront prises. Comment faire comprendre aux responsables que le SIG est un outil merveilleux mais qu'il ne peut remplacer le savoir-faire du cartographe.

THÈME 4 : LES CONCEPTIONS THÉMATIQUES

J.-P. Angrand

- la standardisation a-t-elle été jusqu'à des normes ?
- ce que nous montrent nos collègues polonais est une articulation très bien construite entre atlas et séries de cartes à échelle de plus en plus grande.
- ce témoignage est fortement émouvant, par l'histoire clandestine et silencieuse qu'il exprime : défis, difficultés, censures, totalitarisme politique et économique. Il y a là une dialectique du violent public et du «doux» clandestin qui m'impressionne et à laquelle je veux rendre hommage.
- De même qu'à la volonté présente de «réconcilier l'économique et le social.»

J.-P. Bord se réfère aux nouveaux atlas du Maghreb dont il cite quatre intérêts :

- la conception cartographique,
- les échelles spatiales,
- la pluridisciplinarité et le problème des sources,
- l'impossible séparation entre collecte des données et traitement graphique de ces données.

J.-P. Angrand partage entièrement ce dernier point de vue. Il me semble illusoire et à long terme dangereux de vouloir décharger le carto-graphicien de la collecte des données, et de vouloir exclure le chercheur du traitement graphique. Si le Séminaire de recherche de J. Bertin a rendu tant de services à de si nombreux chercheurs, c'est bien parce que Le Maître s'intéressait aussi à la collecte des données... G. Krier peut mieux que moi témoigner de ce qu'il doit à la collecte des données dans la réalisation des deux atlas conçus pour le Conseil Général des Bouches-du-Rhône (économie ; emploi-chômage). Ou alors, le risque est de limiter le statut et la fonction du cartographe à ses seules capacités techniques. Ce serait une régression collective que de supprimer la composante scientifique du métier cartographique. Alors que nous revenons à l'importance de la troisième et dernière composante, l'artistique. Art, science, technique : triangle indestructible. Mais «art» signifiait aux origines pratique artisanale...

J. Bertin

Les cartographes n'existent plus ! La cartographie ne se fait maintenant qu'avec un ordinateur. Nous sommes actuellement en pleine mutation . Avec l'ordinateur on devrait introduire les corrélations entre facteurs, complètement absentes des atlas régionaux ; l'idée de corrélation n'est pas encore passée, mais c'est , j'espère, la base de notre métier pour demain. Je signale

aussi aux auteurs de cartes que notre métier n'est plus ce que je vous ai appris à faire, que vous dépendez des éditeurs, des payeurs, et que vous devez vous servir d'un ordinateur ; l'ordinateur change beaucoup de choses.

Je suis surpris qu'on n'ait pas parlé des observatoires régionaux qui sont à la base des prises de décisions aux niveaux les plus variés.

Une dernière question : A quoi servent les atlas régionaux ? A quoi ont-ils servi ?

La superposition de découpages variés sur une carte permet d'avoir des résultats utiles ; c'est un avantage considérable de la représentation visuelle sur les traitements mathématiques.

Pourquoi, dans une collection de cartes, ne commence-t-on pas systématiquement par montrer la géographie physique, qui joue un rôle considérable, n'installe-t-on pas dès le départ l'histoire, qui met en place des constantes bien plus fortes que les phénomènes politiques du jour, et explique les problèmes actuels, que ce soit en Pologne ou en Corée, qui a existé comme une entité pendant 2 000 ans ? La carte morphologique manque pour beaucoup de pays ,mais celle de de Martonne pour la France est fondamentale .

Avec un programme bien fait, dans l'avenir, on pourra jouer de toutes les échelles et de toutes les corrélations avec un ordinateur .

C. Granier

- Pour avoir plus d'argent, Saint-Étienne a soudainement dépassé 200 000 habitants ; l'INSEE a découvert que par rapport à l'année précédente, certains immeubles avaient trois étages en plus. Le recensement a été refait .

M. Roncayolo

- A l'inverse, Toulouse a plafonné à 149 000 habitants pendant plusieurs recensements, parce que la commune doit intervenir dans le paiement des instituteurs à partir de 150 000 habitants.

E. Jankowska

- Autre exemple de découpage d'ordre politique ; pour avoir une population plus nombreuse, pour avoir aussi un titre plus important, un responsable communal a regroupé des communes voisines pour dépasser 50 000 habitants. On a également ajouté à la ville de Varsovie des communes situées au sud pour dépasser un million d'habitants.

THÈME 5 : RÉALISATION CARTOGRAPHIQUE

FINANCEMENT

J. Beaujeu-Garnier

- Les premiers Atlas Régionaux ont été financés par des organismes nationaux (CNRS par exemple) et des

organismes régionaux (Préfectures, Chambres de commerce...), organismes de planification et d'action économique. Les Universités ont participé très faiblement, sous forme de salaires aux personnes . par exemple. Actuellement, semble-t-il, beaucoup de mai

ries, d'organismes administratifs, syndicaux, participent au financement d'une ou plusieurs planches, ce qui finit par faire un tout cohérent.

Les atlas régionaux sont intéressants parce qu'ils permettent aux universitaires de se mêler aux organismes et aux personnes susceptibles d'avoir une action économique.

J.-P. Bord

- Le financement de l'atlas de la région Centre est assuré à 80% par le Conseil Régional ; les personnels techniques et les cartographes (deux personnes à plein temps) sont rétribués par l'État ; les 20% restant sont assurés par des budgets ponctuels : la vente des planches, le département du Cher qui finance une planche.

P. Buléon

- L'estimation de la coopération Transmanche est de 1,5 millions de francs (non compris les salaires), dont la totalité est assurée par subventions et financement pluriannuel, soit des collectivités territoriales, soit du marché privé (banques, SNCF...). L'édition prévue est de 200 000 par fascicule de 80 pages, 40 planches grand format..

E.-P. Désiré

- Le coût du Grand Atlas de Picardie est estimé à 40 000 francs par planche, impression comprise, salaires non compris, auteurs non rémunérés.

Quel est le prix de vente de l'atlas récent ? Qui paie la réactualisation et la mise à jour chaque année ? Pour combien d'années ?

E.-P. Désiré

- 450 francs - La réactualisation est faite par le Conseil Général et payée par lui, je suppose. Dix cartes par an c'est le maximum, sans date d'achèvement prévue ; ça ne va pas être un coût considérable.

À propos des versions «grand public» des atlas régionaux : «La réalisation de ces versions grand public» des atlas régionaux, comme notre expérience en Picardie où près de 7 000 exemplaires ont été vendus au 31 mars 1993, compte-tenu des achats du Conseil Régional répartis dans tous les établissements scolaires de la région, prouve une chose qu'on n'aurait osé espérer. Il y a un «marché» pour la cartographie régionale de ce type. En Picardie le «taux de pénétration», toutes diffusions additionnées, est aujourd'hui de l'ordre de 1 atlas régional pour moins de 300 habitants !.

J.-M. Buffard-Mcrel

- Le prix d'une planche varie d'un atlas à l'autre, en fonction de la différence des conditions de production. Une planche revient de 8 000 à 40 000 FF pour le Cameroun, de 6 000 à 20 000 FF pour la Polynésie.

P. Buléon

Le coût global de réalisation d'un atlas va de 1 MF pour l'atlas de Normandie à 1,5 MF pour l'atlas Transmanche, salaires non compris.

J.-P. Angrand

À partir de l'expérience de Latitude et de Cartographie

& Décision, peut-on parler d'industrialisation de la production cartographique ? En tout cas, incontestablement, d'un saut technologique encore exceptionnel, par cette rapidité de mise à disposition du produit, sans perte aucune de qualité documentaire. La découverte de cette accélération et de ses facteurs technologiques est l'un des éléments les plus innovants de ce colloque.

PARTENARIAT

P. Buléon

- Le noyau de départ est composé de trois pôles :

- L'INSEE, basé en Basse-Normandie, en réseau avec les services d'études de cinq régions de programme françaises.

- Le CNRS à l'Université de Caen qui s'est coordonné avec des universitaires de Brest à Lille, pas encore avec Amiens.

- Le pôle Portsmouth polytechnique, qui a créé son propre réseau avec l'ensemble des universités du sud anglais, auxquelles est associé le «Planning», l'équivalent de la DATAR.

Le Comité Scientifique est supporté par les trois institutions.

L'ensemble de la fabrication est divisé entre les sites ; les problèmes techniques sont compliqués, mais plus les communications électroniques sont au point, plus les problèmes s'estompent. Que l'on travaille à Southampton, à Rouen, à Lille ou à Caen, la connexion du réseau RENATER est transparente, les bases de données sont accessibles partout quel que soit le matériel utilisé (micro, station, vax...)

La plus grande difficulté ne se situe pas sur le fond, mais au niveau de la nomenclature ; aucune nomenclature ne correspond ; l'INSEE fait un travail préalable pour comparer les CSP, les limites entre les branches, la concordance entre les unités territoriales, les zones d'emploi, l'évolution du tissu industriel. Ce sont des discussions, des remises en cause permanentes ; ce n'est pas un produit scientifique fini, mais une base qui permet aux équipes d'échanger et de remettre en cause des acquis. Le jeu des échelles est important ; les unités territoriales sont plus petites en Angleterre qu'en France, il y a des correspondances mais beaucoup de différences ; le travail se fait au niveau des cantons français, des «wards» anglais, les communes étant trop petites ; le glissement par tables de correspondance est permanent. Le travail à de multiples échelles, le passage de l'intra agglomération à la zone d'emploi par exemple, permet d'avoir deux lectures simultanées et différentes d'un même phénomène, ce qui est très important sur le plan statistique et de la visualisation ; cela pose des problèmes de gestion de base de données et de cartographie considérables, déformation des zones à partir du carroyage centré sur le pôle urbain de référence utilisé par les anglais, en particulier. Il faut jouer sur plusieurs registres.

J. Bonvallet

En Pologne, comment naît la décision de faire un atlas ? En France on se réunit entre amis géographes, on décide de faire un atlas, on recherche les financements, puis des spécialistes des différentes disciplines qui voudront bien collaborer en donnant une ou plusieurs cartes, puis on se jette à l'eau.

En Pologne, les maîtres d'œuvre sont-ils des géographes, des cartographes ? Des décisions autoritaires sont-elles prises pour faire travailler telle ou telle personne ? Comment collecte-t-on l'information ? Est-ce une information officielle seulement ? Y a-t-il enquête sur le terrain ? Est-ce le résultat des recherches géographiques qui apparaissent dans les atlas ?

J. Moscibroda

- Les premiers atlas ont été créés après la guerre, malgré l'absence de mouvement régionaliste. Après la guerre il n'y avait plus aucune autonomie économique, la politique économique était soumise à une planification centrale ; donc les atlas étaient très souvent le résultat d'un caprice, l'idée de l'administration d'État, de contacts personnels avec des géographes ; l'atlas était plutôt fait pour assouvir des ambitions que pour donner des renseignements sur une région. Par contre le pouvoir administratif ne prenait pas de décisions importantes : par exemple, l'Atlas du Parc National des Tatras a un caractère plutôt scientifique.

Cela change un peu actuellement. Dans le cas de l'Atlas de la voïévodie de Bialystok, les recherches sont uniquement menées par les scientifiques de l'Académie des Sciences. Il me semble que la situation va changer encore et se rapprocher de la situation française ; nous remarquons déjà une augmentation de l'ambition régionale avec des initiatives économiques. Nous allons profiter de vos problèmes actuels de réalisation, les moyens de rechercher des sponsors, par exemple.

W. Zyskowska

- Les atlas régionaux sont complexes, voire sophistiqués, dans leur contenu, mais ils sont simples sur le plan graphique par rapport aux nôtres. Cette différence est peut-être due au fait que nous avons surtout besoin d'informations sur un thème, correspondant au rôle demandé à l'information dans un régime totalitaire ; les cartes de relations, de synthèse viendront plus tard. C'est une tradition de cartes complexes, comme le sont les relations avec les auteurs.

J.-P. Angrand estime que le projet Transmanche est une expérience innovante à plusieurs points de vue : l'internationalisation, la lourdeur du budget, l'interpartenariat, le passage de l'atlas au SIG.

TRAVAIL EN ÉQUIPE

J.-M. Buffard-Morel

- Les coordinateurs scientifique et cartographique sont confrontés à de nombreux problèmes, en particulier avec les chercheurs. La réalisation d'un atlas est un travail d'équipe étendu à tous les thématiciens, qui se poursuit au cours de la rédaction (problème des notices notamment), qui est suivi jusqu'à l'impression ; c'est une équipe qui doit travailler en parfaite harmonie, ce qui n'est pas toujours le cas, avec la difficulté supplémentaire de l'éloignement.

J.-P. Angrand

- Il y a eu des mutations très importantes depuis 25 ans, même s'il y a eu des régressions. L'appel des collectivités territoriales pour leur donner une image, un miroir,

nous renvoie à d'autres régressions, qui se résument par une formule simple : «le look c'est du toc».

Je suis sensible à tous ces changements progressifs, techniques et scientifiques. Nous sommes entrés, d'une part, dans l'ère d'une extrême diversité quant à la taille des équipes, l'isolement des auteurs, d'autre part, à une complexité croissante qui semble, de plus en plus, bien maîtrisée à tous les niveaux de l'amont à l'aval.

J. Bonvallot

- le dialogue auteurs-cartographes est une dialectique ; il faut apprendre à gérer les conflits, pour surmonter les blocages, les effets du mandarinat, les susceptibilités fréquentes quand on fait appel à des coopérations extérieures au «sérail».

- la pluridisciplinarité de l'ORSTOM : à la fois interne et externe, elle exige plus encore de ceux qui ont la responsabilité des coordinations.

J.-P. Bord note cinq points :

- Un atlas est un recueil de cartes.

- Ne comparer que ce qui est comparable :

1 - le temps de production, qui passe par trois étapes incontournables, à savoir : négocier le financement (généralement des subventions) ; rassembler les auteurs et les motiver ; aboutir aux minutes et en tirer le produit fini ;

2 - l'obsolescence des données.

- Mutation des savoirs et des savoir-faire. Notamment à partir du mythe de l'ordinateur : pour le traitement des données, pour le tracé de la maquette.

- Nécessité d'un ou plusieurs spécialistes pour la critique des données.

- Discrétisation : le livre publié par le GIP-Reclus est le meilleur des guides.

RÔLE DU CARTOGRAPHE

À une question posée par Madame Hammani sur les relations cartographes/auteurs, des collègues polonais précisent d'une part, que les cartographes sont peu nombreux par rapport au nombre d'auteurs (2 à 4 personnes à Cracovie), et que le cartographe traduit ce que l'auteur souhaite, ce dernier ne sachant pas ce qu'est une carte.

Ces collègues précisent également qu'un seul organisme produit les atlas scolaires en Pologne.

E.-P. Désiré

- Suite à l'intervention de Mme Béguin :

Mme Béguin dit que des organismes non géographiques sont aussi compétents que nous pour réaliser des cartes, et elle s'interroge sur ce qui peut être notre spécificité. Sans doute, certains services possèdent-ils des personnels capables de réaliser de bonnes cartes, mais il ne faudrait pas généraliser. Selon moi, il sort de ces organismes beaucoup plus de mauvaises cartes que de bonnes faute d'avoir fait travailler des cartographes professionnels et pour avoir cru qu'il suffisait d'utiliser un logiciel de cartographie automatique pour produire une carte utile, efficace...

E. Jankowska

- En Pologne, dans les mois à venir, nous aurons un changement important: tout ce que nous faisons actuel-

lement, nous le ferons bien. Mais en tant que cartographes on ne nous consulte pas, et souvent tout le travail est à refaire.

A. Bopda

- Nous sommes un peu responsables de ce qu'une carte peut provoquer dans l'opinion publique. Les chercheurs ou les cartographes savent des choses importantes qu'ils ne mettent pas sur les cartes ; il y a des faits qui ne sont jamais dits, qui pourraient être mis en évidence en analysant une carte. Dans un atlas régional des pressions peuvent être faites par les commanditaires ou par le public en fonction de ses réactions prévisibles. Nous gérons un peu au niveau de la représentation ces centres d'intérêt, ces contradictions ; en disant tout ce qu'il sait le cartographe ou le géographe agit sur la survie ou la suppression de sa discipline. Nos collègues polonais ont très bien montré où étaient les limites ; ils ont utilisé ce qu'on leur a permis d'utiliser jusqu'au point où ils pouvaient le faire. Le cartographe, là où c'est possible, peut respecter la région en tant qu'idée thématique, esprit de description de l'espace, et là où ce n'est pas possible, il triche en espérant des jours meilleurs où il pourra révéler ce qu'il ne disait pas hier.

Question : les atlas régionaux sont-ils faits pour découvrir une région ou pour décrire les régions une à une ?

PROBLÈMES TECHNIQUES

A. Bopda

- Les cartographes et géographes sont liés par certains problèmes, politiques, dont ils ne sont pas maîtres : - La partie occidentale du Cameroun est annexée par le Nigéria par exemple ; ils sont prisonniers de délimitations arbitraires parce qu'ils ont besoin de financements ou de l'autorité qui leur permet de travailler, «chantage qu'on est obligé de respecter pour survivre ou pour montrer au moins ce dont on est capable». C'est un problème de mots également : lorsqu'un département veut faire un atlas, il l'intitulera «Atlas Régional» parce que l'écho régional atteint beaucoup plus la sensibilité du public, des décideurs et des financiers... Il faut ajuster les échelles en fonction des problématiques.

Notre problème se situe au niveau de la définition de l'unité de base. Est-ce un carroyage géométrique sur lequel on place des informations rapportées par un informateur, classifiées suivant une nomenclature initialement prévue ? Ou est-ce au goût de quelques

thématiciens qui estiment que les caractères de base se positionnent de telle ou telle façon dans leur région, la jonction des travaux pouvant se faire avec certains risques.

J. Paslawski

- Avec la méthode des semis de points, des données très détaillées, très précises sont nécessaires ; la carte de l'utilisation des sols est établie en liaison avec la structure des sols .

P. Buléon

- La disjonction entre les représentations zonale et ponctuelle est toujours difficile, en particulier dans des unités de taille différente. Dans le système par carroyage, la grille se rapproche au maximum du découpage réel, et les points peuvent être décentrés. Dans le cas de la déformation d'une unité, trop petite ou trop grande, on procède par centroïde : à partir d'un centre géométrique défini, le reste de la figure est déformé jusqu'à ce que des unités de surface relativement équivalentes soient gérées ; les unités statistiques sont alors localisées indépendamment de la déformation.

M. Hammani

- On a toujours besoin de se repérer dans le quotidien, donc il faut représenter les coordonnées géographiques, et la carte présentée par G. Bousquet, sur la région Rhône-Alpes est intéressante car la représentation du relief constitue un repère important.

C. Granier

- Le format A4 a le double avantage d'être le moins coûteux et celui qui permet la diffusion et l'usage le plus large.

- la diversité des supports doit être recherchée, chaque fois que c'est financièrement et techniquement possible : transparents, diapositives, planches vendues séparément, (vidéodisque : Y a-t-il déjà des expériences ? Cf R. Courtot, J.-P. Ferrier).

RÉACTUALISATION

J.-P. Angrand estime que l'expérience de A. Bopda est passionnante ; on aimerait pouvoir peser l'intérêt et les limites de l'exemplarité et de la reproductibilité à l'échelle sinon du Tiers-Monde tout entier, au moins de l'Afrique noire.